

Conditions générales d'utilisation du site

PREAMBULE

La Direction des politiques sociales de la Caisse des dépôts et consignations (ci- après dénommée la « Caisse des Dépôts ») met à la disposition des personnes physiques affiliées à au moins un des régimes/fonds dont elle assure la gestion administrative, comptable et financière, un service par voie électronique accessible par le biais de la plateforme Ma retraite publique.

ARTICLE 1 – OBJET

Les présentes conditions générales d'utilisation (ci-après les « Conditions Générales ») ont pour objet, sans préjudice des dispositions légales applicables, de définir les conditions et modalités d'accès et d'utilisation du Service proposé par le site des retraites de la Caisse des Dépôts.

ARTICLE 2 - DEFINITIONS

Service : désigne l'ensemble des fonctionnalités mises à la disposition de l'Utilisateur par la Caisse des Dépôts permettant notamment d'accéder à des informations sur les régimes de retraite et aux prestations que l'Utilisateur a éventuellement perçues tels que décrits à l'article 3 des Conditions Générales et accessibles à partir du Site.

Site : désigne le portail Internet accueillant le Service proposé par la Caisse des Dépôts accessible respectivement à l'adresse maretraitepublique.caissedesdepots.fr pour la plateforme Ma retraite publique.

Utilisateur : désigne la personne physique majeure affiliée à au moins un des régimes/fonds de retraite dont la Caisse des Dépôts réalise la gestion administrative, comptable et financière, et qui accède et utilise le Service après avoir accepté les Conditions Générales.

ARTICLE 3 – DESCRIPTION DU SERVICE

Le Service est accessible par le biais de la plateforme Ma retraite publique. En fonction du régime ou fonds auquel l'Utilisateur est affilié, l'Utilisateur pourra accéder, télécharger, remplir et transmettre en ligne des formulaires.

TELE-DECLARATIONS : CONDITIONS DE TRAITEMENT DES INFORMATIONS SAISIES

Selon le profil de l'Utilisateur, celui-ci pourra effectuer des déclarations et des demandes d'information ou de relevé en ligne. Pour cela, l'Utilisateur saisit les informations demandées par le Service puis confirme sa télédéclaration ou sa demande. Les informations saisies par l'Utilisateur seront enregistrées par le Service après la validation de la télédéclaration ou de la demande par l'Utilisateur.

ARTICLE 4 – ACCEPTATION DES CONDITIONS GENERALES / CONTRAT CONCLU SOUS FORME ELECTRONIQUE

L'Utilisateur reconnaît être parfaitement informé du fait que son accord concernant le contenu des Conditions Générales ne nécessite pas la signature manuscrite de ce document, mais résulte de sa seule acceptation en ligne en cochant la case prévue à cet effet au moment de l'inscription ou du premier accès par FranceConnect ou de la connexion suite à la mise à jour des Conditions Générales. Les Conditions Générales constituent un contrat conclu sous forme électronique. En conséquence, il est expressément convenu que l'acceptation en ligne des Conditions Générales constitue une acceptation formelle et lie contractuellement l'Utilisateur. Toute adhésion au Service ainsi que

L'utilisation du Service sont subordonnées au respect des Conditions Générales. Par l'adhésion au Service ou son utilisation, l'Utilisateur reconnaît avoir pris connaissance des Conditions Générales et les accepter sans restriction ni réserve.

ARTICLE 5 - CONDITIONS D'ACCES ET D'UTILISATION

5-1 INSCRIPTION

Toute personne physique affiliée à au moins un des régimes ou fonds gérés par la Caisse des Dépôts a la possibilité de s'inscrire sur le Site. Il est rappelé que seules les personnes physiques majeures agissant pour leur compte peuvent s'inscrire et que l'utilisation du Service est strictement personnelle. Pour effectuer cette inscription, l'Utilisateur doit :

- 1- Renseigner les coordonnées d'identité suivantes : nom de naissance, prénom, numéro de Sécurité Sociale suivi de la clé (13+2 caractères), lequel constitue l'identifiant. Il est précisé que la date de naissance pourra également être demandée dans le cas où l'identification par les renseignements précédents n'aura pu aboutir. Un contrôle de sécurité est également à saisir (liste de caractères alphanumériques, images, autres...).
- 2- Renseigner les coordonnées de contact suivantes : numéro de téléphone portable, adresse courriel, confirmation de l'adresse courriel.
- 3- Valider le numéro de téléphone portable renseigné à l'étape précédente par la saisie d'un code de sécurité reçu par SMS.
- 4- Choisir et saisir un mot de passe puis le confirmer.
- 5- Accepter les Conditions Générales en cochant la case d'acceptation spécialement prévue à cet effet. À défaut la procédure d'adhésion ne peut être poursuivie.

A ce stade, l'inscription de l'Utilisateur n'a pas abouti et son compte n'est pas encore créé. Un code lui est envoyé à l'adresse courriel qu'il a préalablement renseignée lors de la procédure d'inscription. L'Utilisateur devra confirmer son inscription en renseignant ce code dans l'espace réservé à cet effet sur le Site, dans un délai de quinze (15) minutes afin de valider la création de son compte.

L'Utilisateur reconnaît être informé que la demande d'inscription n'est pas prise en compte si l'Utilisateur ne renseigne pas le code de validation dans un délai de quinze (15) minutes. Si le délai est dépassé, l'Utilisateur peut effectuer une demande pour recevoir un nouveau code de validation.

Dans l'hypothèse où l'Utilisateur fournirait des informations fausses, inexactes ou incomplètes, la Caisse des Dépôts sera en droit de suspendre ou de supprimer le compte de l'Utilisateur sans délai et de lui refuser l'accès à tout ou partie du Service.

5-2 MODALITES D'ACCES :

L'accès au Site et l'utilisation du Service sont possibles via le réseau Internet sur tout support de communication électronique tel que les ordinateurs, tablettes numériques et smartphones.

L'Utilisateur reconnaît disposer de la compétence et des moyens humains et techniques nécessaires pour accéder au Site. Il appartient à l'Utilisateur de prendre toutes les mesures de sécurité appropriées de façon à protéger les données et logiciels de la contamination d'éventuels virus.

Ma retraite publique

Deux moyens d'accès au Site sont proposés à l'Utilisateur :

- Accès via FranceConnect
- Accès direct via le Site

L'Utilisateur accède au Site en indiquant son identifiant et son mot de passe dans l'espace réservé à cet effet sur le Site.

L'identifiant et le mot de passe sont strictement personnels et confidentiels. L'Utilisateur est seul responsable de la préservation et de la confidentialité de ses identifiant et mot de passe. Il s'engage à prendre toute mesure utile pour en assurer une parfaite confidentialité.

Toute utilisation du Service au moyen de l'identifiant et du mot de passe de l'Utilisateur fait présumer de manière irréfutable une utilisation du Service par ce dernier. Si l'Utilisateur constate ou suspecte une utilisation non autorisée ou frauduleuse de son identifiant et/ou mot de passe, il s'engage à alerter immédiatement le centre de relation client afin de neutraliser l'accès à son compte.

En cas d'oubli, de perte ou de vol de son identifiant ou mot de passe, l'Utilisateur s'engage à prendre sans délai les dispositions nécessaires pour que son mot de passe soit modifié au plus vite soit :

- Si ses identifiants et mot de passe ont été obtenus lors de l'inscription :
 - en se rendant sur le Site, dans la rubrique « Mot de passe oublié ? » et en renseignant le formulaire prévu à cet effet. Il recevra ensuite un courriel contenant un lien à activer dans les 48 heures suivant la réception, afin de choisir son nouveau mot de passe. En cas de saisie erronée du mot de passe à 3 reprises, le compte sera bloqué. Il faudra alors recommencer la procédure de récupération du mot de passe.

L'Utilisateur reconnaît être informé que la demande de changement d'un mot de passe est automatiquement annulée si l'Utilisateur ne se connecte pas en cliquant sur le lien reçu par courriel dans un délai de trois (3) jours après sa demande de changement de mot de passe.

- Si ses identifiants et mot de passe sont ceux de FranceConnect :
 - En se rendant sur le site internet du fournisseur d'identité FranceConnect et en suivant leur procédure de récupération du mot de passe. En tout état de cause, l'Utilisateur est seul responsable de l'utilisation qui sera faite, sous son identifiant, du Service jusqu'à ce qu'il ait demandé un changement d'identifiant et de mot de passe.

5-3 CONDITIONS D'UTILISATION

L'Utilisateur s'engage à ne pas agir de manière à gêner ou perturber le Site, ni à utiliser le Site d'une quelconque manière illégale ou illicite.

La Caisse des Dépôts se réserve le droit de suspendre l'accès au Site et/ou son utilisation si elle a été informée du non-respect de la réglementation en vigueur ou des Conditions Générales par l'Utilisateur, ainsi qu'en cas de survenance d'un événement impactant la sécurité du Site.

Ma retraite publique

Par ailleurs, l'Utilisateur est informé que le Service n'est pas accessible pendant les plages horaires mentionnées ci-après :

- Du lundi au dimanche : interruption de 5h30 à 5h35 ;
- Le lundi : interruption de 00h20 à 00h35.

ARTICLE 6 – DUREE

L'adhésion au Service est conclue pour une durée indéterminée qui prend effet à compter de la validation par l'Utilisateur de son inscription initiale. La Caisse des Dépôts se réserve le droit de 5 / 10 clôturer l'accès au Service, en l'absence de connexion au Service pendant une durée minimale de 18 mois. L'Utilisateur devra alors procéder à une nouvelle inscription pour se connecter au Service.

L'adhésion au Service peut être résiliée par l'Utilisateur à tout moment après l'inscription soit :

- en le demandant sur son compte Ma retraite publique via la rubrique « Désinscription » ;
- par notification écrite à la Caisse des Dépôts, Direction des politiques sociales, Direction de la Relation Client, place des Citernes, 33059 Bordeaux Cedex,
- en appelant le centre de contact « espace personnel Ma retraite publique » au 05 56 11 33 00 du lundi au vendredi de 9h à 16h.

En cas d'inexécution par l'Utilisateur de l'une quelconque de ses obligations, la Caisse des Dépôts pourra résilier le contrat et clôturer l'accès au Service, par lettre recommandée avec avis de réception adressée à l'Utilisateur en respectant un délai d'un mois pour remédier à l'inexécution constatée, sans préjudice des dommages et intérêts auxquels la Caisse des Dépôts pourrait prétendre.

ARTICLE 7 – EVOLUTION DU SERVICE OU DES CONDITIONS GENERALES

La Caisse des Dépôts se réserve le droit d'apporter au Site toutes les modifications et améliorations qu'elle jugera nécessaires et utiles dans le cadre de son bon fonctionnement et de la fourniture d'un service de qualité. A ce titre, elle se réserve le droit de modifier ou de supprimer toute fonctionnalité proposée par le Service notamment en raison d'évolutions de la législation en vigueur ou pour des raisons de sécurité informatique, sans que cela puisse donner lieu à indemnisation pour l'Utilisateur.

En cas de modification des Conditions Générales, l'Utilisateur ne pourra utiliser le Service qu'après avoir accepté les nouvelles conditions générales d'utilisation du Service en cochant la case d'acceptation spécialement prévue à cet effet. Tout refus des conditions générales d'utilisation modifiées entraîne l'impossibilité de bénéficier du Service.

ARTICLE 8 – DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

La Caisse des Dépôts est engagée dans une démarche continue de protection des données à caractère personnel en conformité avec la loi Informatique et Libertés du 6 janvier 1978 modifiée et le Règlement (UE) sur la protection des données du 27 avril 2016 (RGPD).

Les données à caractère personnel sont traitées de manière transparente et sécurisée dans le respect du droit des personnes.

Pour en savoir plus, l'Utilisateur est invité à consulter notre politique « [Données Personnelles](#) ».

En renseignant son adresse courriel, son numéro de téléphone portable et en acceptant les Conditions Générales, l'Utilisateur recevra par courriel ou SMS des notifications et informations

Ma retraite publique

générales et personnelles de la part de la Caisse des Dépôts. L'Utilisateur pourra décider de ne plus recevoir ces notifications et informations en cliquant sur le lien « me désabonner » présent au sein des courriels reçus et/ou en renvoyant STOP pour les SMS d'information reçus.

ARTICLE 9 – COOKIES

La Caisse des Dépôts utilise différents cookies pour améliorer l'interactivité du site et de ses services.

L'Utilisateur peut à tout moment s'informer et paramétrer les cookies pour les accepter ou les refuser en cliquant sur le lien « Gérer les cookies » en bas de page permettant d'ouvrir le gestionnaire de cookies ou à travers le paramétrage de son navigateur internet "[En savoir plus sur les cookies](#)".

Nous vous rappelons que le paramétrage est susceptible de modifier vos conditions d'accès à nos services nécessitant l'utilisation de cookies.

Pour en savoir plus sur l'utilisation des cookies, veuillez lire notre politique « [Cookies](#) ».

ARTICLE 10 – TESTAMENT NUMERIQUE

Conformément à l'article 40-1 de la loi « Informatique et Libertés » modifiée par les dispositions de la loi pour une République Numérique du 7 octobre 2016, vous pouvez définir des directives relatives à la conservation, l'effacement ou la communication de vos Données à Caractère Personnel après votre décès.

Si vous souhaitez définir des directives particulières relatives aux Données à Caractère Personnel, elles doivent être enregistrées auprès du DPO, dont les coordonnées sont mentionnées dans notre politique « [Données Personnelles](#) ».

Vous êtes informés que (I) vous pouvez librement désigner une personne chargée de l'exécution de vos directives et que (II) vous pouvez modifier ou révoquer vos directives à tout moment.

ARTICLE 11 – LIENS HYPERTEXTES

Les liens hypertextes mis en place sur le Site en direction d'autres sites Internet, sont clairement identifiés.

L'Utilisateur reconnaît que les contenus accessibles par le biais de liens hypertextes n'engagent pas la responsabilité de la Caisse des Dépôts quant à l'éventuel caractère illicite ou litigieux de ces contenus.

ARTICLE 12 – SECURITE

La Caisse des Dépôts ne garantit pas que le Site soit accessible sans interruption. Elle s'engage à faire ses meilleurs efforts pour sécuriser l'accès au Site et l'utilisation du Service conformément aux règles d'usage de la profession.

L'Utilisateur déclare accepter les caractéristiques et limites de l'Internet et en particulier reconnaître :

- qu'il a connaissance de la nature de l'Internet et en particulier des limites inhérentes aux performances techniques et aux temps de réponse pour consulter, interroger ou transférer des données ;

Ma retraite publique

- que la communication de ses codes d'accès (identifiant et/ou mot de passe) et d'une manière générale de toute information jugée confidentielle est faite sous sa propre responsabilité ;
- qu'il lui appartient de prendre toutes mesures nécessaires pour s'assurer que les caractéristiques techniques de son ordinateur lui permettent la consultation des données et l'utilisation du Service.

Par ailleurs, l'Utilisateur s'engage à ne pas utiliser de dispositifs ou logiciels pouvant occasionner des dysfonctionnements ou perturber le fonctionnement du Service. Il s'engage à ne pas engager d'action qui imposerait une charge disproportionnée sur les infrastructures techniques de la Caisse des Dépôts.

ARTICLE 13 - RESPONSABILITE

La Caisse des Dépôts s'engage à mettre en œuvre les mesures de sécurité raisonnablement nécessaires pour assurer le fonctionnement du Site et la confidentialité des informations communiquées. La Caisse des Dépôts fournit tous ses efforts afin d'assurer l'accès au Site et le fonctionnement du Service.

La Caisse des Dépôts ne pourra voir sa responsabilité recherchée en cas d'indisponibilité temporaire, partielle ou totale du Site, notamment en cas de maintenance du Site ou du serveur sur lequel il est hébergé, en cas d'incident technique et plus généralement en cas d'événement extérieur à son contrôle. En utilisant le Site, l'Utilisateur reconnaît avoir eu la possibilité de prendre connaissance de cet avertissement.

L'Utilisateur reconnaît expressément que la Caisse des Dépôts ne sera pas responsable des dommages indirects causés à l'Utilisateur ou aux tiers, tels que les pertes de données ou les pertes financières, la perte de chance ou les gains manqués, l'inexactitude des résultats obtenus via l'utilisation du Service.

L'Utilisateur déclare connaître les risques particuliers liés au fonctionnement d'Internet et notamment le fait que les informations qui y transitent ou y sont stockées peuvent être interceptées et/ou altérées contre la volonté de la Caisse des Dépôts et de l'Utilisateur.

Il est fortement recommandé à l'Utilisateur de prendre toutes les précautions nécessaires afin de se prémunir contre les effets de la piraterie, notamment en adoptant une configuration informatique sécurisée et adaptée, par la mise en place d'un logiciel de détection de virus régulièrement mis à jour.

La Caisse des Dépôts ne pourra en aucun cas être tenue pour responsable en cas de contamination du matériel informatique de l'Utilisateur au cours ou après la navigation de celui-ci sur le Site.

Dans le cas où la responsabilité de la Caisse des Dépôts serait judiciairement recherchée à raison d'un manquement par l'Utilisateur aux obligations qui lui incombent aux termes des Conditions Générales, la Caisse des Dépôts pourra appeler l'Utilisateur en garantie.

La Caisse des Dépôts ne peut être tenue responsable des conséquences d'un accès aux Services qui ne serait pas conforme aux Conditions Générales ou aux consignes d'utilisation mise en ligne. Il est expressément convenu que la Caisse des Dépôts ne pourra être tenue responsable des dommages résultant de l'utilisation du Service ou de la consultation des informations fournies et de l'insatisfaction des Utilisateurs.

Ma retraite publique

L'Utilisateur s'engage au respect des Conditions Générales et est responsable de toutes les conséquences qui résulteraient d'une erreur de transmission ou de manipulation de sa part.

ARTICLE 14 – PROPRIETE INTELLECTUELLE

La Caisse des Dépôts est titulaire des droits de propriété intellectuelle ou détient les droits nécessaires sur l'ensemble des éléments constituant le Site, tels que sans limitation, les développements informatiques et logiciels, les bases de données, les documentations, rapports, innovations, éléments visuels ou sonores, graphisme, marques et logos.

Toute représentation ou reproduction totale ou partielle des logos, marques, signes distinctifs ou bases de données de la Caisse des Dépôts, sans l'autorisation préalable et expresse de cette dernière, est interdite et constituerait une contrefaçon.

La Caisse des Dépôts concède à l'Utilisateur un droit d'accès au Site et d'utilisation du Service, à titre non-exclusif et non transférable pour les stricts besoins de l'Utilisateur. Ce droit comprend le droit de reproduire les contenus pour stockage sur écran et de reproduction pour tirage papier. Toute mise en réseau, toute rediffusion, sous quelque forme que ce soit, est interdite. Par ailleurs, ce droit est réservé à l'usage exclusif de l'Utilisateur et n'est pas transmissible.

A cet égard, l'Utilisateur s'engage à respecter les Conditions Générales et à n'entreprendre aucun acte de nature à porter atteinte aux droits de propriété intellectuelle de la Caisse des Dépôts ou de tiers. Sauf autorisation expresse et préalable de la Caisse des Dépôts, sont interdites toute adaptation, mise à disposition du public, distribution ou rediffusion, sous quelque forme que ce soit, de tout ou partie des éléments du Site, notamment les contenus et codes informatiques, protégés ou susceptibles de protection par le droit de la propriété intellectuelle.

ARTICLE 15 - CONVENTION DE PREUVE

En cas de conflit entre données et traces informatiques de la Caisse des Dépôts et tout document sur support écrit ou fichier électronique de l'Utilisateur, il est expressément convenu que les données et traces informatiques de la Caisse des Dépôts primeront sur lesdits documents de l'Utilisateur et seront seules admises à titre de preuve. L'archivage des demandes d'accès au Site est effectué sur un support fiable et durable pouvant être produit à titre de preuve. Dans le cadre des télédéclarations, il est précisé que l'enregistrement des données est confirmé soit par l'envoi d'un courriel, soit par l'affichage d'un message d'accusé de réception. Les informations saisies et les données relatives aux opérations de télé- déclaration et de demande électronique de relevé effectuées par l'Utilisateur, conservées dans les systèmes informatiques de la Caisse des Dépôts dans des conditions raisonnables de sécurité, seront considérées comme des preuves de communication et envois intervenus entre les Parties en exécution des Conditions Générales d'Utilisation.

L'Utilisateur s'engage à ne pas contester la recevabilité, la validité, l'opposabilité ou la force probante des opérations et éléments saisis sous format électronique et conservés par la Caisse des Dépôts sur ses serveurs.

Sauf preuve contraire, les données ainsi conservées sur les serveurs de la Caisse des Dépôts seront valables et opposables de la même manière, dans les mêmes conditions et avec la même force probante que tout document qui serait établi, reçu ou conservé par écrit sur un support matériel. La Caisse des Dépôts et l'Utilisateur conviennent que l'usage d'un identifiant et d'un mot de passe unique et propre à chaque Utilisateur est un moyen d'authentification valide et opposable.

ARTICLE 16 – NULLITE

Ma retraite publique

Si l'une des stipulations des Conditions Générales s'avérait nulle au regard d'une règle de droit en vigueur ou d'une décision de justice devenue définitive, elle serait alors réputée non écrite, sans pour autant entraîner la nullité des autres stipulations des Conditions Générales, ni altérer leur validité.

ARTICLE 17 - RENONCIATION

Le fait que l'une ou l'autre des parties ne revendique pas l'application d'une clause quelconque des Conditions Générales, ne pourra être interprété comme une renonciation aux droits de cette partie découlant de ladite clause.

ARTICLE 18 – LOI APPLICABLE– REGLEMENT DES DIFFERENDS

Les Conditions Générales sont régies par le droit français.

Toute réclamation et/ou contestation au titre des Conditions Générales devra être au préalable adressée par l'Utilisateur aux services de la Caisse des Dépôts via le formulaire de contact présent sur la page de bienvenue du Site, en cliquant sur les liens des aides.

En cas de litige persistant portant sur l'acceptation, l'exécution ou l'interprétation des Conditions Générales, le litige sera porté devant les tribunaux du ressort des Cours d'appel de Paris, sauf disposition légale contraire.